
PRINCIPALES ACTIVITES PAR SECTEUR

A/ SECTEUR SOUVERAINETE

Au cours de l'année 2013, ce secteur a connu une activité normative importante.

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Désignation de membres du Conseil de la Nation. (JO n°2)
- Attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de « Ahid », à titre posthume. (JO n°8,9)
- Attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de « Ahid ». (JO n°8)
- Déclaration de deuil national.(JO n°19)
- Attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de « Achir ». (JO n°32, 46, 58)
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du cinquante-et-unième (51ème) anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse. (JO n°35)
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du cinquante-et-unième (51ème) anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse au profit des détenus ayant obtenu des diplômes d'enseignement ou de formation. (JO n°35)
- Fin aux fonctions du président du Conseil constitutionnel. (JO n°44)
- Fin aux fonctions du ministre des affaires étrangères. (JO n°44)
- Nomination des membres du Gouvernement. (JO n°44)
- Nomination du ministre, secrétaire général du Gouvernement. (JO n°44)
- Désignation du président du Conseil constitutionnel. (JO n°45)
- Publication de la composition nominative du Conseil constitutionnel. (JO n°45)
- Abrogation du décret présidentiel portant rattachement de la direction générale de la fonction publique à la Présidence de la République (secrétariat général du Gouvernement). (JO n°58)
- Abrogation du décret présidentiel portant rattachement de la direction générale de la réforme administrative au ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°58)
- Mise en berne de l'emblème national. (JO n°61)

AU TITRE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques. (JO n°26)
- Institution du régime indemnitaire des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs. (JO n°26)
- Institution du régime indemnitaire des agents contractuels. (JO n°26)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de la direction générale de la fonction publique. (JO n°53)
- Fixation des primes et indemnités servies aux agents contractuels recrutés sur des emplois correspondant à des grades de fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques. (JO n°52)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation complémentaire préalable à la promotion dans certains grades appartenant aux corps spécifiques de la direction générale de la fonction publique. (JO n°52)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation préparatoire à l'occupation de certains grades appartenant aux corps spécifiques de la direction générale de la fonction publique. (JO n°52)
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale de la fonction publique. (JO n°53)

AU TITRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Il convient de signaler ce qui suit :

- Publication de la composition nominative du Conseil Constitutionnel. (JO n°63)
- Remplacement d'un député à l'Assemblée populaire nationale. (JO n°3, 24, 32, 55)
- Délégation de signature au directeur d'études et de recherches. (JO n°32)
- Délégation de signature à un directeur d'études et de recherches au Conseil Constitutionnel. (JO n°50)
- Proclamation des résultats du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation. (JO n°2)

AU TITRE DE L'ACADEMIE ALGERIENNE DE LA LANGUE ARABE

- Création d'une unité de recherche en science du langage auprès de l'académie algérienne de la langue arabe. (JO n°22)

AU TITRE DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET SOCIAL

- Délégation de signature au sous-directeur du budget et de la comptabilité. (JO n°15)
- Délégation de signature au sous-directeur du service intérieur et des moyens. (JO n°43)

AU TITRE DE L'ORGANE NATIONAL DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

- Fixation de l'organisation interne de l'organe national de prévention et de lutte contre la corruption. (JO n°31)
- Délégation de signature au secrétaire général. (JO n°31)

AU TITRE DU PREMIER MINISTRE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prospective et des statistiques. (JO n°3)
- Organisation des services du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prospective et des statistiques. (JO n°3)
- Fixation des attributions du ministre auprès du Premier ministre, chargé de la réforme du service public. (JO 59)
- Organisation de l'administration centrale du ministère auprès du Premier ministre, chargé de la réforme du service public. (JO 59)
- Transfert des moyens humains et matériels de l'ex-secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la prospective et des statistiques. (JO 59)

AU TITRE DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Promulgation de la loi portant code des pensions militaires. (JO 12)
- Abrogation du décret portant création et missions du service central de police judiciaire des services militaires de sécurité du ministère de la défense nationale. (JO 45)
- Fixation des missions et attributions du vice-ministre de la défense nationale. (JO 46)
- Nomination de juges assesseurs près les tribunaux militaires. (JO 56)
- Fixation des modalités de déroulement de la formation en vue de l'obtention du certificat d'études spécialisées en médecine de catastrophe organisée à l'école nationale de santé militaire. (JO 29)

- Fixation des modalités de déroulement de la formation en vue de l'obtention du certificat d'études spécialisées en médecine d'urgence organisée à l'école nationale de santé militaire. (JO 29)
- Fixation des modalités de déroulement de la formation en vue de l'obtention du certificat d'études spécialisées en immunologie et allergologie organisée à l'école nationale de santé militaire. (JO 29)
- Fixation des modalités de déroulement de la formation en vue de l'obtention du certificat d'études spécialisées en diabétologie organisée à l'école nationale de santé militaire. (JO 29)
- Renouvellement de détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent de Tamenghasset /6ème région militaire. (JO 6)
- Ouverture de filières et d'options en magistère à l'école militaire polytechnique en 1ère région militaire et fixant le nombre de places pédagogiques ouvertes au titre de l'année universitaire 2012-2013. (JO 15)
- Ouverture d'une filière en formation post-graduée spécialisée à l'école militaire polytechnique en 1ère région militaire et fixant le nombre de places pédagogiques ouvertes au titre de l'année universitaire 2012-2013. (JO 15)
- Renouvellement de détachement de magistrats auprès du ministère de la défense nationale en qualité de présidents de tribunaux militaires permanents. (JO 25) **(02 arrêtés)**.
- Désignation de gradés de la gendarmerie nationale et de gendarmes en qualité d'officier de police judiciaire. (JO 56)
- Renouvellement de détachement de présidents de tribunaux militaires permanents. (JO 34) **(03 arrêtés)**.
- Désignation de gradés de la gendarmerie nationale et de gendarmes en qualité d'officiers de police judiciaire. (JO 47)
- Fin aux fonctions de chef de service du contrôle préalable des dépenses engagées et de suppléant au ministère de la défense nationale. (JO 56)
- Fin aux fonctions de chefs de services régionaux du contrôle préalable des dépenses engagées et de suppléant auprès des régions militaires. (JO 56)
- Désignation dans les fonctions de chef de service du contrôle préalable des dépenses engagées et de suppléant au ministère de la défense nationale. (JO 56)
- Désignation dans les fonctions de chefs de services régionaux du contrôle préalable des dépenses engagées et de suppléant auprès des régions militaires. (JO 56)
- Ouverture de filières et d'options en magistère à l'école militaire polytechnique en 1ère région militaire et fixant le nombre de places pédagogiques ouvertes au titre de l'année universitaire 2013-2014. (JO 57)
- Ouverture d'une filière en formation post-gradée à l'école militaire polytechnique/1ère région militaire et fixant le nombre de places pédagogiques ouvertes au titre de l'année universitaire 2013-2014. (JO 57)
- Fin aux fonctions d'un magistrat militaire. (JO 63)
- Nomination de magistrats militaires. (JO 63) **(02 arrêtés)**.
- Homologation des nouveaux attributs et accessoires dorés pour les tenues des contrôleurs de police. (JO 47)

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Il convient de signaler ce qui suit :

- Promulgation de la loi portant approbation de la convention relative à la délimitation des frontières maritimes entre la République algérienne démocratique et populaire et la République tunisienne, signée à Alger, le 11 juillet 2011. (JO n°12)
- Ratification du protocole entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la Roumanie, signé à Bucarest le 22 novembre 2011, modifiant l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République socialiste de la Roumanie concernant la création d'une commission mixte algéro-roumaine de Coopération économique, scientifique et technique, signé à Alger le 13 mars 1972. (JO n°19)
- Ratification de la Convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la Roumanie en matière d'acquisition du droit de propriété des terrains par les missions diplomatiques des deux Etats, signée à Bucarest le 23 novembre 2011. (JO n°19)
- Ratification de l'accord entre la République algérienne démocratique et populaire et l'Union européenne sur la coopération scientifique et technologique, signé à Alger le 19 mars 2012. (JO n°25)
- Ratification de l'accord de transport aérien entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Pologne, signé à Varsovie le 7 juillet 2011. (JO n°26)
- Ratification du traité de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur le droit d'auteur, adopté à Genève le 20 décembre 1996. (JO n°27)
- Ratification du traité de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes, adopté à Genève le 20 décembre 1996. (JO n°28)
- Ratification du Mémorandum d'entente entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Espagne relatif à la facilitation réciproque de la procédure de délivrance de visas, signé à Alger le 10 janvier 2013. (JO n°34)
- Ratification du Mémorandum d'entente dans le domaine de l'énergie entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume d'Espagne, signé à Alger le 10 janvier 2013. (JO N°38)
- Publication des annexes du Protocole n° 1 de l'accord commercial préférentiel entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Tunis le 4 décembre 2008. (JO N°42)
- Publication du règlement sanitaire international (2005), adopté à Genève le 23 mai 2005. (JO N°43)
- Ratification de la convention relative à la délimitation des frontières maritimes entre la République algérienne démocratique et populaire et la République tunisienne, signée à Alger le 11 juillet 2011. (JO N°46)
- Ratification du Mémorandum d'entente relatif à la coopération scientifique et technique dans le domaine de la normalisation et l'évaluation de la qualité entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, signé à Alger le 8 Safar 1431 correspondant au 24 janvier 2010. (JO N°49)

- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Serbie sur la promotion et la protection réciproques des investissements, signé à Alger le 13 février 2012. (JO N°49)
- Ratification du protocole portant amendement de l'article 16 de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour la formation et l'accompagnement à l'entrepreneuriat des jeunes diplômés en Algérie, signé à Alger le 10 décembre 2012. (JO N°49)
- Ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie dans le domaine des affaires islamiques et des wakfs, signé à Alger le 14 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 27 décembre 2004. (JO N°50)
- Ratification de l'accord de coopération bilatérale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne dans le domaine de la poste et des technologies de l'information et de la communication, signé à Tunis le 12 novembre 2010. (JO N°50)
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'organisation mondiale de la santé pour la création du bureau de pays de l'OMS en Algérie, signé à Alger le 27 février 2013. (JO N°51)
- Ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre la République algérienne démocratique et populaire et la République socialiste du Vietnam, signée à Alger le 14 avril 2010. (JO N°64)
- Ratification de la convention relative à l'extradition entre la République algérienne démocratique et populaire et la République socialiste du Vietnam, signée à Alger le 14 avril 2010. (JO N°64)
- Ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique d'Iran, signée à Téhéran le 22 novembre 2010. (JO N°65)
- Ratification de la convention de coopération commerciale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït, signée à Alger le 24 Chaoual 1433 correspondant au 11 septembre 2012. (JO N°66)
- Ratification de la convention de transport maritime commercial et portuaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, signée à Alger le 24 Safar 1434 correspondant au 7 janvier 2013. (JO N°66)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du ministère des affaires étrangères. (JO N°40)
- Placement en position d'activité, auprès du ministère des affaires étrangères, de certains corps spécifiques de l'administration chargée de l'industrie et de la promotion des investissements. (JO N°60)

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Promulgation de la loi portant organisation de la profession d'avocat. (JO n°55)
- Fixation des dispositions relatives à la gestion financière des tribunaux administratifs. (JO n°1)

- Fixation des missions, organisation et fonctionnement de l'établissement public de l'emploi de la main-d'œuvre carcérale. (JO n°36)
- Modification des dispositions portant organisation, fonctionnement et missions de l'inspection générale du ministère de la justice. (JO n°45)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes, de la formation complémentaire préalable à la promotion dans certains grades des personnels des greffes de juridictions. (JO n°38)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation préparatoire à l'occupation de certains grades des personnels des greffes de juridictions. (JO n°38)
- Organisation interne de l'école nationale des personnels des greffes. (JO n°20)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'école supérieure de la magistrature. (JO n°30)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie. (JO n°30)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du Conseil d'Etat. (JO n°30)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de la Cour suprême. (JO n°30)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de la résidence des magistrats. (JO n°30)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du centre de recherche juridique et judiciaire. (JO n°30)
- Fixation du nombre des postes supérieurs des personnels des greffes de juridictions. (JO n°39)
- Fixation des spécialités des diplômes de licence et de magister de l'enseignement supérieur pour le recrutement dans certains grades spécifiques des personnels des greffes de juridictions. (JO n°37)
- Désignation des membres et secrétaires des bureaux de vote en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation. (JO n°1)
- Ouverture d'un concours national pour le recrutement d'élèves magistrats au titre de l'année 2013. (JO n°7)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'école supérieure de la magistrature. (JO n°37)
- Création d'une section judiciaire dans le ressort du tribunal de Aïn Oulmène. (JO n°29)
- Fixation du nombre des épreuves, leur nature, la constitution du jury des épreuves et d'admission définitive et la constitution du dossier de la candidature au concours national de recrutement d'élèves magistrats. (JO n°29)
- Délégation de signature au directeur général des affaires judiciaires et juridiques. (JO n°59)
- Délégation de signature au directeur général des ressources humaines. (JO n°59)
- Délégation de signature à la directrice générale de la modernisation de la justice. (JO n°59)
- Délégation de signature au directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion. (JO n°59)

- Délégation de signature au directeur des affaires pénales et des grâces. (JO n°59)
- Délégation de signature au directeur de la coopération juridique et judiciaire. (JO n°59)
- Délégation de signature au directeur des magistrats. (JO n°59)
- Délégation de signature au directeur des infrastructures et des moyens. (JO n°59)
- Délégation de signature au directeur de la prospective et de l'organisation. (JO n°59)
- Délégation de signature à la directrice de l'information et des technologies de l'information et de la communication. (JO n°59)
- Délégation de signature à l'inspecteur général des services pénitentiaires. (JO n°59)
- Délégation de signature au directeur de la sécurité des établissements pénitentiaires. (JO n°59)
- Délégation de signature au directeur de la recherche et de la réinsertion sociale des détenus. (JO n°59)
- Délégation de signature au directeur des ressources humaines et de l'action sociale. (JO n°59)
- Délégation de signature au directeur des finances, des infrastructures et des moyens. (JO n°59)
- Délégation de signature à des sous-directeurs (JO n°59) **(36 arrêtés).**

AU TITRE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Il convient de signaler ce qui suit :

- Instituant et délimitant le périmètre de protection du port de Ténès (wilaya de Chlef). (JO n°5)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection du port de Ghazaouet (wilaya de Tlemcen). (JO n°5)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection du port de Dellys (wilaya de Boumerdès). (JO n°5)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport d'Adrar - Cheikh Sidi Mohamed Belkebir. (JO n°5)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport d'Adrar - Bordj Badji Mokhtar. (JO n°5)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport d'Adrar - Timimoun. (JO n°5)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Chlef - Aboubaker Belkaïd. (JO n°5)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Batna-Mostafa Benboulaïd. (JO n°5)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Béjaïa - Soummam - Abane Ramdane. (JO n°5)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Biskra - Mohamed Khider. (JO n°5)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Béchar - Boudghene Benali. (JO n°5)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Tamenghasset - Aguerer - Hadj Bey Akhamok. (JO n°6)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Tamenghasset - In Salah - Tafssaout. (JO n°6)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Tamenghasset - In Guezzam. (JO n°6)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Tébessa - Cheikh Larbi Tébessi. (JO n°6)

- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Tlemcen - Zenata - Messali El Hadj. (JO n°6)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Tiaret - Abdelhafid Boussouf. (JO n°6)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Sétif - 8 Mai 1945. (JO n°6)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de M'Sila - Aïn Eddis. (JO n°6)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Mascara - Ghriss. (JO n°6)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Ouargla - Aïn El Beïda. (JO n°6)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Ouargla - Hassi Messaoud - Krim Belkacem. (JO n°6)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Ouargla - Touggourt - Sidi Mahdi. (JO n°6)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport d'El Bayadh. (JO n°7)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Tindouf - Commandant Faradj. (JO n°7)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport d'El Oued – Guemar. (JO n°7)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport d'Illizi - Djanet - Tiska. (JO n°7)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport d'Illizi - In Aménas – Zarzaïtine. (JO n°7)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport d'Illizi - Takhmalt. (JO n°7)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Naâma-Cheikh Bouamama. (JO n°7)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Ghardaïa - El Ogla. (JO n°7)
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Ghardaïa - Noumirat - Mofdi Zakaria. (JO n°7)
- Fixation des conditions de détachement des élus locaux et les indemnités qui leur sont allouées. (JO n°12)
- Fixation du règlement intérieur-type de l'assemblée populaire communale. (JO n°15)
- Fixation des conditions d'exercice de l'activité de confection et de fabrication de l'emblème national, de l'écusson porteur de l'emblème national et du fanion ainsi que les modalités de contrôle sur les confectionneurs et les utilisateurs. (JO n°16)
- Création, organisation et fonctionnement du centre international de formation des acteurs locaux du Maghreb (CIFAL-Maghreb). (JO n°21)
- Dissolution du centre opérationnel national d'aide à la décision. (JO n°23)
- Fixation des avantages particuliers attribués aux personnels qualifiés de l'Etat, des collectivités locales et des établissements et organismes publics exerçant dans les wilayas d'Adrar, Tamenghasset, Tindouf et Illizi. (JO n°31)
- Fixation des avantages particuliers attribués aux personnels qualifiés de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et organismes publics exerçant dans les wilayas de Béchar, El Bayadh, Ouargla, Ghardaïa, Naâma, Laghouat, El Oued et certaines communes des wilayas de Djelfa et de Biskra. (JO n°31)

- Fixation des avantages particuliers attribués à des personnels qualifiés de l'Etat, exerçant dans des établissements situés dans les wilayas de Khenchla, de Tebessa, de M' Sila, de Saïda, de Guelma, de Tiaret, de Batna, d'Oum El Bouaghi, de Tissemsilt, et de Souk Ahras et dans certaines communes des wilayas de Biskra et de Djelfa. (JO n°31)
- Fixation du règlement intérieur type de l'assemblée populaire de wilaya. (JO n°32)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires de l'administration des collectivités territoriales. (JO n°34)
- Fixation de la liste des postes supérieurs des services extérieurs de la direction générale des transmissions nationales, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente. (JO n°41)
- Dissolution du lycée Aïssa Hamitouche de Bordj Bou Arreridj et transfert des biens, droits et obligations du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels au ministère de l'intérieur et des collectivités locales (Direction générale de la sûreté nationale). (JO n°42)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la restructuration et l'aménagement du site Doudou Mokhtar, commune de Hydra, wilaya d'Alger. (JO n°65)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale de la direction générale des transmissions nationales. (JO n°33)
- Désignation d'inspecteurs de la sûreté nationale en qualité d'officiers de police judiciaire. (JO n°32, 43, 54)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-136 intitulé « Fonds pour le financement du redéploiement des agents de la garde communale ». (JO n°26)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-136 intitulé « Fonds pour le financement du redéploiement des agents de la garde communale ». (JO n°26)
- Fixation de la nature des épreuves, les modalités d'organisation et le déroulement des examens professionnels pour la promotion aux grades de médecin capitaine, de médecin commandant et de médecin lieutenant-colonel de la protection civile. (JO n°20)
- Fixation du taux de participation des communes au fonds de garantie des collectivités locales. (JO n°7)
- Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des communes. (JO n°7)
- Fixation du taux de participation des wilayas au fonds de garantie des collectivités locales. (JO n°7)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales et des services déconcentrés en relevant, de certains corps spécifiques de l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°32)
- Fixation de la nature, composition et échéances de renouvellement des tenues, des équipements individuels et collectifs et des attributs dont bénéficient les fonctionnaires de la protection civile. (JO n°49)
- Répartition des effectifs par emploi spécialisé d'agent de guichet de l'état civil et de délégataire de l'état civil. (JO n°66)
- Suspension de l'importation et de la commercialisation des équipements radioélectriques émetteurs-récepteurs de marque Motorola type T5022, T5422 et Logicom FX40. (JO n°66)
- Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des wilayas. (JO n°7)
- Agrément du parti politique dénommé « Parti du renouveau et du développement - PRD ». (JO n°18)
- Agrément du parti politique dénommé « Union pour le changement et le progrès - UCP ». (JO n°18)

- Agrément du parti politique dénommé « Front Algérien pour le Développement, la Liberté et l'Egalité - FADLE ». (JO n°18)
- Agrément du parti politique dénommé « Parti Algérien pour la Liberté et la Démocratie - PALD ». (JO n°18)
- Délégation de signature au directeur général de la réforme administrative. (JO n°29)
- Création de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°32)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°32)
- Agrément du parti politique dénommé « PARTI DE LA VICTOIRE NATIONALE - PVN - ». (JO n°44)
- Agrément du parti politique dénommé « FORUM DE L'ALGERIE DE DEMAIN - EL MANBER - ». (JO n°44)
- Agrément du parti politique dénommé « MOUVEMENT NATIONAL DES TRAVAILLEURS ALGERIENS - MNTA - ». (JO n°44)
- Agrément du parti politique dénommé « ALTERNATIVE POUR LE CHANGEMENT - AC - ». (JO n°44)
- Délégation de signature au directeur général de la protection civile. (JO n°58)
- Délégation de signature au directeur général des transmissions nationales. (JO n°58)
- Délégation de signature au directeur général des libertés publiques et des affaires juridiques. (JO n°58)
- Délégation de signature au directeur du budget et de la comptabilité. (JO n°58)
- Délégation de signature au directeur des moyens généraux, des infrastructures et de la maintenance. (JO n°58)
- Délégation de signature au directeur des personnels et de la formation à la direction générale de la protection civile. (JO n°58)
- Délégation de signature au directeur de la logistique et des infrastructures à la direction générale de la protection civile. (JO n°58)
- Délégation de signature à des sous-directeurs. (JO n°58) **(03 arrêtés)**
- Délégation de signature au délégué national aux risques majeurs. (JO n°53)
- Délégation de signature au directeur du budget et de la comptabilité. (JO n°53)

AU TITRE DU MINISTERE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

- Délégation de signature au directeur de l'administration générale. (JO n°28)

AU TITRE DE LA COUR DES COMPTES

- Création de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la Cour des comptes. (JO n°67)
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la Cour des comptes. (JO n°67)

Le secteur des finances a procédé à l'étude de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique.

AU TITRE DU MINISTERE DES FINANCES

Il convient de signaler ce qui suit :

- Promulgation de la loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2010. (JO n°12)
- Promulgation de la loi portant loi de finances pour 2014. (JO n°68)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères. (JO n°3)
- Création de chapitres et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°3)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale. (JO n°3)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°11)
- Amendement des dispositions relatives à la réglementation des marchés publics. (JO n°2)
- Contribution de l'Algérie à la neuvième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole (FIDA). (JO n°2)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, à la Présidence de la République. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre des affaires étrangères. (JO n°10)
- Transfert de crédits au budget des charges communes. (JO n°11)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget du ministère des finances. (JO n°11)
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères. (JO n°14)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO n°14)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO n°16)
- Création de chapitres et transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO n°20)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs. (JO n°20)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale. (JO n°20)

- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication. (JO n°20)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale. (JO n°21)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des moudjahidine. (JO n°23)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des travaux publics. (JO n°27)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du commerce. (JO n°27)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de la Présidence de la République. (JO n°29)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO n°29)
- Création de chapitres et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°29)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO n°29)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO n°35)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°35)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice. (JO n°35)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°36)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la pêche et des ressources halieutiques. (JO n°38)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la culture. (JO n°42)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports. (JO n°46)
- Transfert de crédits au budget de l'Etat. (JO n°52)
- Transfert de crédits au sein du budget de l'Etat. (JO n°52, 53, 56)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement de la Présidence de la République. (JO n°52)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement. (JO n°52)
- Souscription de l'Algérie à la seizième reconstitution des ressources de l'association internationale pour le développement. (JO n°53)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO n°54)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères. (JO n°54)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs. (JO n°56)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des transports. (JO n°56)
- Transfert de crédits au sein du budget de l'Etat. (JO n°63)

- Création de chapitres et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des finances. (JO n°63)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de la Présidence de la République. (JO n°64)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de la Présidence de la République. (JO n°64)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°65)
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs. (JO n°65)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice. (JO n°67)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs. (JO n°67)
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication. (JO n°67)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des services du Premier ministre. (JO n°1)
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale. (JO n°1)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des travaux publics. (JO n°1)
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012. (JO n°3)
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012. (JO n°3)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des finances. (JO n°3)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des finances. (JO n°3)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de la Ville. (JO n°3)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et du développement rural. (JO n°3)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du commerce. (JO n°3)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement. (JO n°3)
- Fixation du degré des fautes disciplinaires commises par l'expert-comptable, le commissaire aux comptes et le comptable agréé dans l'exercice de leurs fonctions ainsi que les sanctions qui s'y rapportent. (JO n°3)
- Institution d'une indemnité de lois de finances et de budget de l'Etat. (JO n°4)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au Premier ministre. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de la justice, garde des sceaux. (JO n°10)

- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2013, au ministre des finances. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de l'énergie et des mines. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre des ressources en eau. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre des affaires religieuses et des Wakfs. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre des moudjahidine. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de la ville. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre des transports. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de l'éducation nationale. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de l'agriculture et du développement rural. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre des travaux publics. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, à la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la Femme. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, à la ministre de la culture. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre du commerce. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre des relations avec le Parlement. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre du tourisme et de l'artisanat. (JO n°10)

- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de la jeunesse et des sports. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de la pêche et des ressources halieutiques. (JO n°10)
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2013, au ministre de la communication. (JO n°10)
- Fixation des modalités d'organisation et de gestion du fichier national des fraudeurs, auteurs d'infractions graves aux législations et réglementations fiscales, commerciales, douanières, bancaires et financières ainsi que le défaut de dépôt légal des comptes sociaux. (JO n°9)
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2013. (JO n°9, 12, 26, 30, 31, 32, 42, 54, 55, 67)
- Fixation des procédures relatives à l'engagement et à l'exécution des dépenses publiques et délimitant les attributions et les responsabilités des ordonnateurs. (JO n°13)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-086 intitulé « Fonds national de gestion intégrée des ressources en eau ». (JO n°16)
- Fixation des engagements réglementés des sociétés d'assurance et/ou de réassurance. (JO n°18)
- Fixation de la Marge de solvabilité des sociétés d'assurance. (JO n°18)
- Fixation d'une indemnité forfaitaire spécifique servie aux personnels mis à la disposition de l'office central de répression de la corruption. (JO n°18)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la communication. (JO n°20)
- Fixation des modalités d'exercice des activités d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état. (JO n°21)
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2013. (JO n°22)
- Amendements des dispositions relatives à la création, organisation et fonctionnement de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF). (JO n°23)
- Approbation de l'autorisation d'exercice sur le marché algérien des assurances, délivrée aux courtiers de réassurance étrangers. (JO n°24)
- Amendement des dispositions relatives à la création, la composition et le fonctionnement des commissions de transaction. (JO n°24)
- Fixation des conditions et les modalités d'organisation, à titre transitoire, de l'examen final en vue de l'obtention du titre d'expert-comptable. (JO n°24)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-117 intitulé « Fonds national de soutien au micro-crédit ». (JO n°25)
- Fixation des taux et montants des redevances aéronautiques ainsi que les modalités de leur répartition. (JO n°25)

- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de la ville. (JO n°28)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des travaux publics. (JO n°28)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°31)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-080 intitulé «Fonds national d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture ». (JO n°32)
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la pêche et des ressources halieutiques. (JO n°36)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des finances. (JO n°38)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°40)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-139 intitulé « Fonds national de développement agricole ». (JO n°41)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-140 intitulé « Fonds national de développement rural ». (JO n°41)
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-091 intitulé « Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue ». (JO n°42)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. (JO n°43)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des ressources en eau. (JO n°44)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO n°44)
- Fixation des procédures d'identification, de localisation et de gel des fonds et autres biens dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme. (JO n°46)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et du développement rural. (JO n°47)
- Fixation des modalités de recours aux financements nécessaires à la réalisation des investissements étrangers directs ou en partenariat. (JO n°48)
- Fixation des procédures de dédouanement simplifiées sous forme de déclarations estimatives, simplifiées ou globales. (JO n°48)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO n°55)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO n°55)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du commerce. (JO n°55)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des finances. (JO n°57)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO n°57)

- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO n°57)
- Fixation des niveaux et les modalités d'octroi de la bonification du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques et les établissements financiers, pour l'acquisition d'un logement collectif, la construction d'un logement rural, ainsi que d'un logement individuel réalisé sous la forme groupée dans des zones définies des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux. (JO n°61)
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2013. (JO n°64)
- Virement de crédits au sein du budget de l'Etat. (JO n°64)
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du commerce. (JO n°64)
- Organisation de l'administration centrale du ministère des finances. (JO n°65)
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO n°67)
- Fixation des modalités d'organisation de la formation spécialisée pour l'accès à certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration des douanes ainsi que le contenu de ses programmes. (JO n°4)
- Fixation des modalités d'organisation de la formation préalable à l'intégration dans certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration des douanes ainsi que la durée et le contenu de ses programmes. (JO n°4)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services extérieurs de la direction générale des impôts. (JO n°14)
- Désignation de centre d'examen et fixation des modalités pratiques de l'examen final en vue de l'obtention du titre d'expert-comptable ainsi que la composition des jurys. (JO n°14)
- Fixation du nombre de contrôleurs financiers et de contrôleurs financiers adjoints ainsi que l'organisation des services du contrôle financier en bureaux et en sections. (JO n°28)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux et extérieurs de l'agence nationale du cadastre. (JO n°24)
- Détachement d'officiers et d'agents de police judiciaire relevant du ministère de la défense nationale auprès de l'office central de répression de la corruption (OCRC). (JO n°27)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration du Trésor, de la comptabilité et des assurances. (JO n°31)
- Fixation des critères d'allocation de ressources budgétaires aux projets ou programmes proposés au titre des plans communaux de développement. (JO n°40)
- Placement en position d'activité auprès des services du ministère des finances de certains corps spécifiques du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO n°45)
- Fixation des effectifs par emplois, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale de la direction générale du domaine national du ministère des finances. (JO n°45)

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services extérieurs des domaines et de la conservation foncière de la direction générale du domaine national. (JO n°54)
- Fin de détachement d'un officier de police judiciaire relevant du ministère de la défense nationale auprès de l'office central de répression de la corruption (OCRC). (JO n°40)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation complémentaire préalable à la promotion à certains grades appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée du budget. (JO n°59)
- Fixation des modalités d'organisation ainsi que le contenu du programme de la formation spécialisée pour l'accès au grade d'inspecteur-analyste principal du budget. (JO n°59)
- Fixation des modalités de délimitation des tâches du contrôleur financier adjoint ainsi que les conditions et les modalités d'exercice d'intérim du contrôleur financier. (JO n°42)
- Fixation de la documentation justifiant les prix de transfert appliqués par les sociétés apparentées. (JO n°4)
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de fournitures. (JO n°33)
- Fixation des modalités d'application du contrôle des dépenses engagées, dans sa forme a posteriori, au sein des établissements publics à caractère industriel et commercial et des entreprises publiques économiques. (JO n°24)
- Fixation des procédures, des modalités et du contenu de la comptabilité des engagements de dépenses. (JO n°42)
- Agrément de la SARL « B & K conseil, placement et courtage » en qualité de société de courtage d'assurance. (JO n°33)
- Agrément d'un courtier d'assurance. (JO n°33)
- Agrément de la mutuelle d'assurance algérienne des travailleurs de l'éducation et de la culture «MAATEC». (JO n°33)
- Fixation de l'organisation interne de l'office central de répression de la corruption. (JO n°32)
- Désignation des conservations foncières et fixation de leurs circonscriptions. (JO n°47)
- Désignation des inspections des domaines et fixation de leurs circonscriptions. (JO n°47)
- Fixation des conditions d'espace, de commodités et d'équipements exigées pour un local professionnel de l'expert-comptable, du commissaire aux comptes et du comptable agréé. (JO n°48)
- Nomination des membres du conseil national de la fiscalité. (JO n°48)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens et des finances à la direction générale du budget. (JO n°27)
- Délai d'acquittement de la vignette automobile 2013. (JO n°22)

AU TITRE DE LA BANQUE D'ALGERIE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Situation mensuelle au 30 septembre 2012. (JO n°2)
- Situation mensuelle au 31 octobre 2012. (JO n°2)
- Situation mensuelle au 30 novembre 2012. (JO n°2)
- Situation mensuelle au 31 décembre 2012. (JO n°35)
- Situation mensuelle au 31 janvier 2013. (JO n°35)
- Situation mensuelle au 28 février 2013. (JO n°35)
- Situation mensuelle au 31 mars 2013. (JO n°35)
- Situation mensuelle au 30 avril 2013. (JO n°57)
- Situation mensuelle au 31 mai 2013. (JO n°57)
- Situation mensuelle au 30 juin 2013. (JO n°58)
- Prévention et lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. (JO n°12)
- Fixation des règles générales en matière de conditions de banque applicables aux opérations de banque. (JO n°29)
- Publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie. (JO n°11)

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

Il convient de signaler ce qui suit :

- Amendement de la loi relative aux hydrocarbures. (JO n°11)
- Approbation de l'avenant n° 4 au contrat du 19 décembre 1998 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « El Ouar II » (blocs : 212, 221a, 222a et 243) conclu à Alger le 26 novembre 2007, entre la société nationale SONATRACH-S.P.A, et les sociétés « Eni Algeria Limited Sarl » et « Teikoku Oil (Algeria) Co, Ltd ». (JO n°2)
- Approbation de l'avenant n° 8 au contrat du 13 mars 1990 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures liquides sur le périmètre dénommé « El Ouar » (blocs : 212, 221a, 222a et 243) conclu à Alger le 26 novembre 2007, entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et les sociétés « Eni Algeria Limited Sarl » et « Teikoku Oil (Algeria) Co, Ltd ». (JO n°2)
- Approbation de l'avenant n° 9 au contrat du 13 mars 1990 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures liquides sur le périmètre dénommé « El Ouar » (blocs : 212, 221a, 222a et 243) conclu à Alger le 1er août 2012, entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et les sociétés « Eni Algeria Limited Sarl » et « Teikoku Oil (Algeria) Co, Ltd ». (JO n°2)

- Approbation du contrat pour l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre d'exploitation dénommé « In Amedjane Sud » conclu à Alger le 21 août 2012, entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale SONATRACH-S.P.A. (JO n°2)
- Approbation de l'avenant n° 2 au contrat du 18 septembre 2006 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « Rhourde Yacoub » (bloc : 406a), conclu à Alger le 10 octobre 2012 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), la société nationale SONATRACH-S.P.A et la société « E.ON E et P ALGERIA GMBH ». (JO n°2)
- Approbation de contrats pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures, conclus à Alger le 21 avril 2013 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale SONATRACH-S.P.A. (JO n°53)
- Approbation de contrats pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures, conclus à Alger le 5 août 2013 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale SONATRACH-S.P.A. (JO n°53)
- Approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 23 avril 2005 pour la recherche, l'appréciation, le développement et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « Bourarhat Sud » (blocs : 230 et 231), conclu à Alger le 3 janvier 2013 entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et la société « BP Exploration (Algeria) Limited ». (JO n°53)
- Approbation de l'avenant n° 4 au contrat du 25 mai 1992 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides sur le périmètre dénommé « Rhourde Yacoub » (bloc : 406 a), conclu à Alger le 28 mai 2013 entre la société nationale SONATRACH-S.P.A et la « COMPANIA ESPANOLA DE PETROLEOS S.A. (CEPSA) ». (JO n°53)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de lignes hautes et très hautes tensions. (JO n°23)
- Fixation des conditions d'exercice des activités de fabrication, de stockage et de distribution de gros de lubrifiants et de régénération des huiles usagées. (JO n°25)
- Fixation des conditions d'octroi des primes au titre des coûts de diversification de la production d'électricité. (JO n°33)
- Institution d'un régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'énergie et des mines. (JO n°34)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation des postes de transformation haute et très haute tension. (JO n°38)
- Fixation des procédures et conditions d'octroi de l'autorisation de prospection d'hydrocarbures. (JO n°54)
- Instituant le périmètre de sécurité du centre de recherche nucléaire de Tamenghasset, wilaya de Tamenghasset. (JO n°56)
- Instituant le périmètre de sécurité du centre de recherche nucléaire de Birine, wilaya de Djelfa. (JO n°56)
- Définition des conditions d'octroi par l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), d'une autorisation exceptionnelle de torchage de gaz, les seuils admissibles ainsi que les conditions de tarification spécifiques dans les zones éloignées ou isolées. (JO n°63)

- Fixation des modalités et les conditions de dispense, des sociétés de droit algérien, de l'obligation de la garantie bancaire de bonne exécution couvrant le montant des travaux minimum de recherche des hydrocarbures. (JO n°63)
- Relatif à l'audit énergétique des établissements grands consommateurs d'énergie. (JO n°65)
- Procédures pour la conclusion des contrats de recherche et d'exploitation et les contrats d'exploitation des hydrocarbures suite à un appel à la concurrence. (JO n°65)
- Fixation des modalités de transmission par le contractant à l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) de l'état annuel des réserves d'hydrocarbures. (JO n°67)
- Amendement des dispositions relatives à la délimitation et à la classification du domaine minier en zones et à la définition des périmètres de prospection, de recherche et d'exploitation. (JO n°67)
- Fixation des procédures de sélection et de délimitation des périmètres objet de demande de période de rétention, des périmètres d'exploitation et des rendus de surface de recherche. (JO n°67)
- Fixation des modalités de fonctionnement, de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-105 intitulé « Fonds du patrimoine public minier ». (JO n°27)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-101 intitulé « Fonds national pour la maîtrise de l'énergie ». (JO n°27)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour les énergies renouvelables et la cogénération ». (JO n°22)
- Fixation des modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-131 intitulé « Fonds national pour les énergies renouvelables et la cogénération ». (JO n°22)
- Fixation du nombre de postes supérieurs, fonctionnels des corps spécifiques de l'administration chargée de l'énergie et des mines. (JO n°37)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-137 intitulé « Fonds national de soutien à l'investissement pour l'électrification et la distribution publique du gaz ». (JO n°61)
- Fixation des modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-137 intitulé « Fonds national de soutien à l'investissement pour l'électrification et la distribution publique du gaz ». (JO n°61)
- Délégation de signature au directeur de l'administration à la direction générale de l'administration et de l'information. (JO n°22)
- Nomination des membres du comité technique des matières et produits chimiques dangereux. (JO n°37)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'énergie et des mines. (JO n°40)
- Fixation des tarifs de transport par canalisation des hydrocarbures par zone et par effluent. (JO n°40)
- Délégation de signature à une sous-directrice. (JO n°54)

AU TITRE DU MINISTERE DU COMMERCE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Amendement de la loi relative aux conditions d'exercice des activités commerciales. (JO n°39)

- Fixation des modalités de suivi des importations sous franchise des droits de douane dans le cadre des accords de libre échange. (JO n°9)
- Fixation des conditions d'exercice de l'activité de mandataire - grossiste en fruits et légumes. (JO n°16)
- Fixation des conditions d'exercice des activités commerciales non sédentaires. (JO n°21)
- Fixation des conditions et modalités de mise en œuvre de la garantie des biens et des services. (JO n°49)
- Fixation des conditions et modalités d'agrément des laboratoires au titre de la protection du consommateur et de la répression des fraudes. (JO n°49)
- Fixation des conditions et modalités relatives à l'information du consommateur. (JO n°58)
- Création des inspections territoriales du commerce. (JO n°26)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu des programmes de la formation complémentaire préalable à la promotion dans certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée du commerce. (JO n°37)
- Implantation d'inspections du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes au niveau des frontières terrestres, maritimes, aéroportuaires, des zones et entrepôts sous douane. (JO n°26)
- Implantation des inspections territoriales du commerce. (JO n°24)
- Organisation administrative du centre de formation et de perfectionnement des agents de contrôle du ministère du commerce. (JO n°45)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au niveau des directions régionales et des directions de wilayas du commerce. (JO n°25)
- Fixation des spécialités pour le recrutement et la promotion dans les corps spécifiques de l'administration chargée du commerce. (JO n°42)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de l'indice d'iode des corps gras d'origine animale et végétale. (JO n°9)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de la teneur en iode dans le sel alimentaire. (JO n°7)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de la teneur en eau dans les céréales et produits céréaliers. (JO n°8)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de la masse de 1000 grains dans les céréales et les légumineuses. (JO n°1)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de l'acidité grasse dans les farines et les semoules de blé. (JO n°35)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de dosage du taux de cendres par incinération dans les céréales, légumineuses et produits dérivés. (JO n°35)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de recherche et dénombrement des spores de micro-organismes anaérobies sulfito-réductrices (Clostridia). (JO n°36)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de dénombrement des micro-organismes revivifiables dans l'eau. (JO n°21)

- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode horizontale pour le dénombrement des bactéries sulfito-réductrices se développant en conditions anaérobies. (JO n°51)
- Fixation du spécimen de la carte de commission d'emploi ainsi que les modalités de délivrance et de retrait pour les fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée du commerce. (JO n°13)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de la teneur en matière sèche dans le lait, la crème et le lait concentré non sucré. (JO n°54)
- Fixation de la liste nominative des membres du comité national du *codex alimentarius*. (JO n°42)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détection et de dénombrement de *Pseudomonas aeruginosa* dans l'eau par filtration sur membrane. (JO n°51)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de recherche et de dénombrement des organismes coliformes, organismes coliformes thermotolérants et des *Escherichia coli* présumés dans l'eau. (JO n°31)
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de la teneur en chlorures des produits dérivés des légumes. (JO n°49)
- Liste nominative des membres de la commission scientifique et technique du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (C.A.C.Q.E). (JO n°54)
- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs régionaux du commerce et aux directeurs de wilayas du commerce. (JO n°52)
- Fixation du modèle - type de l'autorisation d'exercice de l'activité de mandataire - grossiste en fruits et légumes. (JO n°61)

AU TITRE DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

Il convient de signaler ce qui suit :

- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement. (JO n°19)
- Fixation de la liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement, les conditions d'accès à ces postes, ainsi que la bonification indiciaire y afférente. (JO n°21)
- Fixation des conditions et les modalités de calcul et d'octroi d'avantages d'exploitation aux investissements au titre du régime général de l'investissement. (JO n°30)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la métrologie légale. (JO n°34)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'industrie et de la promotion des investissements. (JO n°34)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation d'une cimenterie dans la wilaya d'Oum El Bouaghi. (JO n°61)

- Fixation des attributions du ministre du développement industriel et de la promotion de l'investissement. (JO n°62)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement. (JO n°65)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement en bureaux et/ou en chargés d'études. (JO n°2)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements. (JO n°16)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-124 intitulé « Fonds national de mise à niveau des PME ». (JO n°13)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-124 intitulé « Fonds national de mise à niveau des PME ». (JO n°13)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise. (JO n°26)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du fonds de promotion de la compétitivité industrielle. (JO n°33)
- Désignation des membres du conseil national de la normalisation. (JO n°9)
- Délégation de signature à la directrice de l'administration des moyens. (JO n°23)
- Délégation de signature au sous-directeur du budget et de la comptabilité. (JO n°23)
- Délégation de signature au directeur général du développement industriel. (JO n°23)
- Délégation de signature au directeur général de la compétitivité industrielle. (JO n°23)
- Délégation de signature au directeur général de la gestion du secteur public marchand. (JO n°23)
- Délégation de signature au directeur général de la promotion de l'investissement. (JO n°23)
- Délégation de signature au directeur général de la petite et moyenne entreprise. (JO n°23)
- Délégation de signature au directeur général de la veille stratégique, des études économiques et des statistiques. (JO n°23)
- Délégation de signature au sous-directeur du personnel et de la formation. (JO n°23)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'institut algérien de normalisation. (JO n°33)
- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement de wilayas. (JO n°26)

AU TITRE DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Il convient de signaler ce qui suit :

- Déclaration d'utilité publique l'opération portant réalisation de la 4ème rocade autoroutière entre Bordj Bou Arréridj et Khemis Miliana. (JO n°31)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des travaux publics. (JO n°34)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'office national de signalisation maritime. (JO n°34)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du dédoublement du chemin de wilaya n°122 reliant Heraoua à Ouled Moussa. (JO n°36)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du dédoublement du chemin de wilaya n°121 reliant Ain Taya à Khemis El Khechna. (JO n°36)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du dédoublement du chemin de wilaya n°149 reliant Bordj El Bahri à Hamadi. (JO n°36)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à l'aménagement et mise à 2x2 voies de la liaison Chateaneuf-Chéraga (RN n° 41). (JO n°41)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de l'autoroute des Hauts Plateaux reliant la wilaya de Tlemcen et la wilaya de Tébessa. (JO n°41)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative aux travaux de protection de la bande côtière Ouest (promenade, plage et piscines naturelles de Bab El Oued). (JO n°44)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative aux travaux de protection et d'aménagement de la bande côtière (promenade et plage de la baie d'Alger) .1^{ère} tranche. (JO n°44)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la desserte de la garde républicaine des Eucalyptus. (JO n°54)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la liaison échangeur CV 06 et la 2ème rocade Sud d'Alger. (JO n°54)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative au parachèvement de la voie express Oued Ouchaiah reliant la RN38 à Benghazi. (JO n°54)
- Création, organisation et fonctionnement de l'école des métiers des travaux publics. (JO n°56)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la pénétrante autoroutière reliant la ville de Tipaza à l'autoroute-Est-Ouest. (JO n°61)
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative au parachèvement de la pénétrante des Anassers Sud reliant l'autoroute de l'Est à la route nationale n° 01. (JO n°61)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-100 intitulé « Fonds national routier et autoroutier ». (JO n°8)

- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des travaux publics, au titre des services déconcentrés du ministère des travaux publics. (JO n°38)
- Fixation de la liste des phares isolés de l'office national de signalisation maritime. (JO n°45)
- Fixation de la liste des marchés d'études et de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution. (JO n°62)
- Classement de certains chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Biskra. (JO n°63)
- Classement d'un chemin communal dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Boumerdès. (JO n°63)
- Classement de certains chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Souk Ahras. (JO n°63)
- Classement d'un chemin communal et d'un chemin précédemment non classés dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Tiaret. (JO n°64)
- Classement d'une voie dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Tissemsilt. (JO n°64)
- Fixation des conditions et modalités de transfert des tronçons autoroutiers, des voies express et de leurs dépendances. (JO n°26)
- Fixation des modalités d'organisation de la formation préparatoire à l'occupation de certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des travaux publics, la durée, ainsi que le contenu des programmes. (JO n°57)
- Fixation des modalités d'organisation de la formation préparatoire à l'occupation de certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'office national de la signalisation maritime, la durée, ainsi que le contenu des programmes. (JO n°57)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère des travaux publics. (JO n°63)
- Délégation de signature au directeur de l'administration générale. (JO n°45)

AU TITRE DU MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des règles d'organisation et de fonctionnement des services extérieurs du ministère de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°3)
- Fixation des modalités d'octroi de l'agrément pour l'exercice de la profession de promoteur immobilier ainsi que les modalités de la tenue du tableau national des promoteurs immobiliers. (JO n°13)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°22)
- Fixation des missions, l'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°22)

- Fixation des conditions et des modalités de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux offices de promotion et de gestion immobilières (OPGI) réceptionnés ou mis en exploitation avant le 1er janvier 2004. (JO n°22)
- Fixation de la réglementation relative à l'exercice de la profession d'agent immobilier. (JO n°22)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'Habitat et de l'Urbanisme. (JO n°34)
- Fixation des modalités de fonctionnement des instances de l'ordre de la profession d'architecte. (JO n°35)
- Fixation des niveaux de l'aide frontale octroyée par l'Etat pour l'accession à la propriété d'un logement collectif ou pour la construction d'un logement rural, les niveaux de revenu des postulants à ces logements ainsi que les modalités d'octroi de cette aide. (JO n°48)
- Fixation de la composition, organisation et fonctionnement du conseil supérieur de la profession de promoteur immobilier. (JO n°61)
- Fixation des attributions du ministre de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°62)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°62)
- Définissant les modèles types des contrats de réservation et de vente sur plans des biens immobiliers ainsi que les limites du paiement du prix du bien objet du contrat de vente sur plans et le montant et l'échéance de la pénalité de retard ainsi que les modalités de son paiement. (JO n°66)
- Justification des ressources financières suffisantes pour l'accès à la profession de promoteur immobilier. (JO n°2)
- Fixation de la liste des projets qui peuvent faire l'objet d'une consultation sélective. (JO n°2)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°51)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre des services extérieurs du ministère de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°51)
- Fixation de la liste des marchés d'études et de services dispensés de la caution de bonne exécution. (JO n°17)
- Fixation des paramètres de détermination de la valeur vénale dans le cadre de la cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), réceptionnés ou mis en exploitation avant le 1er janvier 2004. (JO n°29)
- Désignation des membres de la commission d'agrément des agents immobiliers. (JO n°50)
- Homologation des indices des salaires et des matières du 2ème trimestre 2012, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO n°19)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (A.A.D.L.). (JO n°2, 49)
- Approbation du cahier des charges fixant les normes de surface et de confort applicables aux logements destinés à la location-vente. (JO n°6)
- Délégation de signature au directeur de la gestion immobilière. (JO n°11)
- Délégation de signature au directeur de l'administration générale. (JO n°11)

- Délégation de signature au sous-directeur des personnels. (JO n°11)
- Homologation des indices, salaires et matières du 3ème trimestre 2012, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO n°5)
- Fixation du modèle d'agrément et d'attestation d'inscription du promoteur immobilier. (JO n°14)
- Amendement des dispositions portant mise en place de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'habitat et de l'urbanisme et désignation de ses membres. (JO n°2,13, 49, 50, 51)
- Création de la commission nationale de préparation des élections des instances de l'ordre national des architectes. (JO n°21)
- Homologation de la nomenclature des matières et produits concernés par les indices, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO n°17)
- Homologation des indices des salaires et des matières du 3ème trimestre 2011 utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO n°17)
- Homologation des indices des salaires et des matières du 4ème trimestre 2011 utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO n°18)
- Homologation des indices des salaires et des matières du 1er trimestre 2012 utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO n°18)
- Homologation des indices des salaires et des matières du 4ème trimestre 2012, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO n°19)
- Délégation de signature à l'inspecteur général. (JO n°29)
- Fixation des modalités d'accès à l'aide frontale octroyée par l'Etat pour la réalisation d'un logement rural. (JO n°32)
- Homologation des indices des salaires et des matières du 1er trimestre 2013, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). (JO n°45)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale du logement (CNL). (JO n°49)
- Fixation des conditions et modalités de traitement des demandes d'acquisition de logements dans le cadre de la location-vente. (JO n°49)
- Homologation des indices des salaires et des matières du 2ème trimestre 2013, utilisés dans les formules d'actualisation et de révision des prix des marchés de travaux du secteur du bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH). (JO n°59)

AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU

Il convient de signaler ce qui suit :

- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la construction du barrage de Bouzina dans la commune de Bouzina, wilaya de Batna. (JO n°15)
- Organisation de l'administration centrale du ministère des ressources en eau. (JO n°22)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des ressources en eau. (JO n°34)
- Fixation du statut de l'office national de l'irrigation et du drainage. (JO n°41)
- L'exploitation et à la protection des eaux minérales naturelles et des eaux de source. (JO n°43)
- Organisation de l'administration centrale du ministère des ressources en eau en bureaux. (JO n°30)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-079 intitulé « Fonds national de l'eau ». (JO n°20)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-079 intitulé « Fonds national de l'eau ». (JO n°20)
- Classification de l'institut national de perfectionnement de l'équipement (I.N.P.E), ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO n°45)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-086 intitulé « Fonds national de gestion intégrée des ressources en eau ». (JO n°45)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-086 intitulé « Fonds national de gestion intégrée des ressources en eau ». (JO n°45)
- Création des commissions paritaires du ministère des ressources en eau. (JO n°41)
- Désignation des membres auprès des commissions paritaires du ministère des ressources en eau. (JO n°41)
- Composition de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère des ressources en eau. (JO n°41)
- Composition de la commission sectorielle des marchés du ministère des ressources en eau. (JO n°45)
- Délégation de signature au directeur général des moyens de réalisation. (JO n°16)
- Délégation de signature au directeur de l'hydraulique agricole. (JO n°16)
- Délégation de signature au directeur de la mobilisation des ressources en eau. (JO n°16)
- Délégation de signature au directeur de l'alimentation en eau potable. (JO n°16)
- Délégation de signature au directeur de la planification et des affaires économiques. (JO n°16)
- Délégation de signature au directeur des études et des aménagements hydrauliques. (JO n°16)
- Délégation de signature au directeur du budget et des moyens. (JO n°16)
- Délégation de signature au directeur des ressources humaines de la formation et de la coopération. (JO n°16)
- Délégation de signature au directeur de l'assainissement et de la protection de l'environnement. (JO n°16)

- Fixation des valeurs limites maximales et les données particulières relatives aux rejets d'effluents, de déversements ou de dépôts de matières de toute nature ne présentant pas de risques de toxicité ou de nuisance dans le domaine public hydraulique. (JO n°30)

AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation de la liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère de l'agriculture et du développement rural, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente. (JO n°23)

- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture. (JO n°34)

- Fixation du système de qualité des produits agricoles ou d'origine agricole. (JO n°36)

- Fixation du statut-type des parcs nationaux relevant du ministère chargé des forêts. (JO n°57)

- Amendement des dispositions relatives aux statuts de l'institut national de la médecine vétérinaire. (JO n°57)

- Fixation de la liste des postes supérieurs de la conservation des forêts de wilaya, les conditions d'accès ainsi que la bonification indiciaire y afférente. (JO n°63)

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services extérieurs de la direction générale des forêts. (JO n°1)

- Classification des instituts de technologie moyens agricoles spécialisés ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO n°1)

- Classification des centres de formation et de vulgarisation agricoles ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO n°1)

- Classification du centre national de contrôle et de certification des semences et plants ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO n°1)

- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu du programme de la formation préalable à la promotion au grade de contrôleur principal phytosanitaire. (JO n°3)

- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu du programme de la formation préalable à la promotion au grade de technicien supérieur de l'agriculture. (JO n°23)

- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession ». (JO n°24)

- Création d'un laboratoire de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage. (JO n°48)

- Organisation de la conservation des forêts de la wilaya. (JO n°30)

- Fixation des modalités d'organisation de la formation spécialisée, après l'intégration, la durée et le contenu de ses programmes dans certains grades appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts. (JO n°30)

- Fixation du nombre des postes supérieurs à caractère fonctionnel des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, au titre des directions des services agricoles de wilaya. (JO n°39)
- Fixation du nombre de postes supérieurs à caractère fonctionnel des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, au titre des établissements publics à caractère administratif et des établissements publics à caractère scientifique et technologique relevant du ministère de l'agriculture et du développement rural. (JO n°56)
- Organisation interne de l'école nationale des forêts. (JO n°48)
- Organisation interne du bureau national d'études pour le développement rural. (JO n°23)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la chambre nationale d'agriculture. (JO n°56)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers. (JO n°56)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers. (JO n°24)
- Création d'une commission des œuvres sociales au sein de l'institut national de médecine vétérinaire. (JO n°48)
- Nomination des membres de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition. (JO n°44)
- Délégation de signature à la directrice de la protection des végétaux et du contrôle technique. (JO n°16)
- Délégation de signature au directeur des services vétérinaires. (JO n°16)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens . (JO n°16)
- Délégation de signature à la sous-directrice des ressources humaines. (JO n°16)
- Fixation des modalités d'appel à candidature et les critères de choix des candidats à la concession des terres agricoles et des biens superficiaires du domaine privé de l'Etat rendus disponibles. (JO n°44)
- Désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole. (JO n°48)
- Inscription de variétés de pomme de terre dans la liste A du catalogue officiel des espèces et variétés autorisées à la production et à la commercialisation. (JO n°38)
- Désignation des membres du comité technique opérationnel chargé de la préparation et de la réalisation du recensement général de l'agriculture. (JO n°39)
- Délégation de signature au directeur général des forêts. (JO n°23)
- Délégation de signature à la sous-directrice du budget. (JO n°23)
- Délégation de signature au directeur général des forêts. (JO n°54)
- Délégation de signature au directeur des services vétérinaires. (JO n°54)
- Délégation de signature à la directrice de la protection des végétaux et du contrôle technique. (JO n°54)
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens. (JO n°54)
- Délégation de signature à des sous-directrices. (JO n°54) **(02 arrêtés).**
- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs des services agricoles de wilaya. (JO n°57)

- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux conservateurs des forêts de wilaya. (JO n°57)

- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes. (JO n°67)

AU TITRE DU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des dispositions relatives à la réglementation de l'usage des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, de leurs mélanges et des produits qui en contiennent. (JO n°17)

- Création, missions, organisation et modalités de fonctionnement de l'établissement d'aménagement de la ville de Draâ Errich. (JO n°21)

- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'environnement et de l'aménagement du territoire. (JO n°34)

- Fixation des attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. (JO n°62)

- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement. (JO n°62)

- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement. (JO n°62)

- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de la ville et les services déconcentrés en relevant de certains corps techniques spécifiques de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°32)

- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu du programme de la formation complémentaire préalable à la promotion au grade de technicien supérieur en environnement. (JO n°62)

- Création de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de la ville. (JO n°21)

- fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de la ville. (JO n°21)

- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité des territoires « ANAAT ». (JO n°62)

- Composition de la commission interministérielle pour l'examen du plan d'aménagement de la ville nouvelle. (JO n°62)

AU TITRE DU MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

Il convient de signaler ce qui suit :

- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la pêche. (JO n°34)
- Fixation de la liste des marchés d'études et de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution. (JO n°18)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu du programme de la formation complémentaire préalable à la promotion au grade de technicien supérieur de la pêche et de l'aquaculture appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la pêche. (JO n°51)
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut de technologie des pêches et de l'aquaculture de Collo. (JO n°18)
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut de technologie des pêches et de l'aquaculture d'Oran. (JO n°18)
- Création d'un comité d'experts chargé d'assister la mise en œuvre du programme de formation et le suivi pédagogique des travailleurs en formation. (JO n°18)
- Désignation des membres du conseil national consultatif de la pêche et de l'aquaculture. (JO n°18)
- Institution des quotas de pêche au thon rouge pour les navires battant pavillon national exerçant dans les eaux sous juridiction nationale et fixant les modalités de leur répartition et de leur mise en œuvre. (JO n°21)
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (INSPA). (JO n°31)
- Fixation de la période de fermeture de la pêche de l'espadon dans les eaux sous juridiction nationale. (JO n°31)

D/ SECTEUR SERVICES

AU TITRE DU MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

Il convient de signaler ce qui suit

- Approbation des plans d'aménagement touristique de certaines zones d'expansion et sites touristiques. (JO n°19,20)
- Organisation de l'administration centrale du ministère du tourisme et de l'artisanat. (JO n°24)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant au corps des inspecteurs du tourisme. (JO n°34)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'artisanat. (JO n°34)
- Fixation des modalités d'organisation et de fonctionnement du fichier national de l'artisanat et des métiers. (JO n°35)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'école nationale supérieure du tourisme. (JO n°57)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu du programme de la formation complémentaire préalable à la promotion au grade d'inspecteur principal de l'artisanat et des métiers. (JO n°9)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée, ainsi que le contenu des programmes de la formation préparatoire à l'occupation des grades appartenant au corps des inspecteurs de l'artisanat et des métiers. (JO n°16)
- Fixation des conditions et des modalités de déroulement du test de qualification pour l'accès au titre d'artisan. (JO n°37)
- Fixation du nombre de postes supérieurs à caractère fonctionnel au titre de l'office national du tourisme. (JO n°48)
- Fixation de la liste des marchés d'études et de services dispensée de la caution de bonne exécution. (JO n°60)
- Fixation du nombre et la répartition des sièges des assemblées générales des chambres de l'artisanat et des métiers. (JO n°9)
- Désignation des membres de la commission compétente chargée de l'étude des plans de projets hôteliers. (JO n°9)
- Désignation des membres du comité technique du thermalisme. (JO n°9)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée, ainsi que le contenu des programmes de la formation en cours de stage préparatoire à l'occupation de certains grades appartenant au corps des inspecteurs du tourisme. (JO n°18)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'office national du tourisme. (JO n°9)
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de développement du tourisme. (JO n°9)

- Délégation de signature au directeur général du tourisme. (JO n°14)
- Délégation de signature au directeur général de l'artisanat. (JO n°14)
- Délégation de signature au directeur de l'administration générale et des moyens. (JO n°14)
- Fixation des dispositions portant prescription d'établissement de plans d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Ain Hammadi, Oued Desbes, Mainis et Oued Tighza wilaya de Chlef. (JO n°47)
- Fixation des dispositions portant prescription d'établissement de plans D'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques de Tolga, Foug El Gharza, Ain Benaoui et Chegga, wilaya de Biskra. (JO n°47)

AU TITRE DU MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Il convient de signaler ce qui suit :

- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO n°34)
- Approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications de troisième génération (3G) et de fourniture de services de télécommunications au public attribuée à la société .Algérie Télécom Mobile. (JO n°60)
- Approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications de troisième génération (3G) et de fourniture de services de télécommunications au public attribuée à la société .Wataniya Télécom Algérie. (JO n°60)
- Approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications de troisième génération (3G) et de fourniture de services de télécommunications au public attribuée à la société .Orascom Télécom Algérie. (JO n°60)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques au titre de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO n°39)
- Institution de la commission sectorielle des marchés publics du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication et désignation de ses membres. (JO n°37)
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication. (JO n°37)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration d'« Algérie-Poste ». (JO n°33)
- Fixation du calendrier d'ouverture à la concurrence de l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications mobiles de troisième génération (3G) et la fourniture de services au public. (JO n°36)

AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des caractéristiques et les conditions de délivrance et de renouvellement du certificat de navigabilité et du laissez-passer national des aéronefs inscrits à la matricule aéronautique algérienne. (JO n°25)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des transports. (JO n°34)
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de l'extension de la première ligne de tramway de Constantine. (JO n°48)
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la première ligne de tramway de Annaba. (JO n°48)
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la première ligne de tramway de Sétif. (JO n°48)
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la ligne ferroviaire à double voie électrifiée reliant Birtouta / Sidi Abdellah (Ville nouvelle) / Zéralda. (JO n°65)
- Déclaration d'utilité publique l'opération d'extension de la première ligne du métro d'Alger, d'El Harrach centre vers l'aéroport Houari Boumediène. (JO n°66)
- Déclaration d'utilité publique l'opération d'extension de la première ligne du métro d'Alger, de Aïn Naadja vers Baraki. (JO n°66)
- Classification du centre national des permis de conduire (CENAPEC) et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO n°28)
- Placement en position d'activité auprès des services de l'administration chargée des transports et des établissements publics à caractère administratif en relevant de certains corps spécifiques à l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme. (JO n°38)
- Classification du centre national de prévention et de sécurité routières et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO n°30)
- Mise en position d'activité auprès des établissements publics à caractère administratif relevant de l'administration chargée des transports de certains corps spécifiques au ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO n°60)
- Mise en position d'activité auprès des établissements publics à caractère administratif relevant de l'administration chargée des transports de certains corps spécifiques au ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO n°60)
- Mise en position d'activité auprès des établissements publics à caractère administratif relevant de l'administration chargée des transports de certains corps spécifiques au ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO n°60)
- Placement en position d'activité auprès des établissements de formation relevant de l'administration chargée des transports de certains corps spécifiques de l'éducation nationale. (JO n°66)

- Placement en position d'activité auprès des services de l'administration chargée des transports et des établissements publics à caractère administratif en relevant de certains corps spécifiques à l'administration chargée des travaux publics. (JO n°66)
- Fixation de la liste des aérodromes mixtes d'Etat. (JO n°32)
- Fixation des modalités de formation spécifique des conducteurs automobiles en vue de la reconstitution du nombre de points du permis à points. (JO n°37)
- Délégation de signature au directeur de l'administration générale. (JO n°20)

E/ SECTEUR EDUCATION ET CULTURE

AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation de la liste des postes supérieurs relevant des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente. (JO n°23)
- Création et suppression de collèges. (JO n°37)
- Création et suppression de lycées. (JO n°37)
- Création, organisation et fonctionnement de l'école internationale algérienne en France. (JO n°66)
- Fixation de la liste des marchés d'études et de services dispensée de la constitution de la caution de bonne exécution. (JO n°34)
- Fixation du montant de l'indemnité attribuée aux membres non fonctionnaires de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). (JO n°42)

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO n°8)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO n°8)
- Organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO n°8)
- Organisation et le fonctionnement de l'inspection générale de la pédagogie du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. (JO n°8)
- Fixation des missions et l'organisation de la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique. (JO n°8)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Ouargla. (JO n°15)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Laghouat. (JO n°15)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Tiaret. (JO n°15)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Béchar. (JO n°15)
- Fixation des modalités de création et de fonctionnement de l'équipe de recherche. (JO n°16)
- Création de l'université de Blida 2. (JO n°23)

- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Blida. (JO n°23)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université d'Oum El Bouaghi. (JO n°23)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Bouira. (JO n°25)
- Amendement des dispositions relatives à l'organisation et le fonctionnement de l'université des sciences et de la technologie d'Oran. (JO n°28)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Saïda. (JO n°28)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'enseignement supérieur. (JO n°34)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps des personnels de soutien à la recherche. (JO n°34)
- Création des commissions consultatives hospitalo-universitaires et fixant leurs attributions, leur organisation et leur fonctionnement. (JO n°41)
- Organisation des stages pratiques et en milieu professionnel à l'intention des étudiants. (JO n°45)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Djelfa. (JO n°49)
- Amendement des dispositions relatives à la création d'un centre universitaire à Relizane. (JO n°49)
- Amendement des dispositions relatives à la création d'un centre universitaire à Tindouf. (JO n°49)
- Transfert du siège de l'école nationale supérieure en statistique et en économie appliquée. (JO n°57)
- Transfert du siège de l'école supérieure de commerce. (JO n°57)
- Transfert du siège de l'école des hautes études commerciales. (JO n°57)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'école préparatoire en sciences de la nature et de la vie à Mostaganem. (JO n°57)
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Médéa. (JO n°63)
- Fixation de la liste des spécialités des diplômes requis pour l'accès à certains grades des corps spécifiques de l'enseignement supérieur. (JO n°30)
- Organisation administrative de l'agence thématique de recherche. (JO n°55)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'office national des œuvres universitaires. (JO n°29)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de certains corps spécifiques de l'administration chargée de la formation et de l'enseignement professionnels (établissements d'enseignement supérieur). (JO n°55)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de certains corps spécifiques de l'administration chargée des ressources en eau (établissements sous tutelle). (JO n°56)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de certains corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture (établissements sous tutelle). (JO n°56)
- Organisation interne du centre de développement des technologies avancées. (JO n°58)

- Organisation interne du centre de recherche en technologie des semi-conducteurs pour l'énergie. (JO n°58)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de certains corps spécifiques de l'administration chargée des travaux publics (établissements sous-tutelle). (JO n°57)
- Délégation de signature au directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique. (JO n°22)
- Délégation de signature au directeur du développement et de la prospective. (JO n°22)
- Délégation de signature au directeur de l'administration et du financement de la recherche scientifique et développement technologique à la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique. (JO n°22)
- Délégation de signature au directeur de la formation supérieure graduée. (JO n°22)
- Délégation de signature au directeur du budget, des moyens et du contrôle de gestion. (JO n°22)
- Délégation de signature au directeur des ressources humaines. (JO n°22)
- Délégation de signature au directeur général de l'office national des œuvres universitaires. (JO n°22)
- Délégation de signature à des sous-directeurs. (JO n°22) **(02 arrêtés).**

AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Création du palais de la culture de Skikda. (JO n°1)
- Amendement des dispositions relatives à la création d'une agence nationale de gestion des réalisations des grands projets de la culture. (JO n°16)
- Amendement des dispositions portant réaménagement du statut de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel. (JO n°18)
- Création de bibliothèques principales de lecture publique. (JO n°25)
- Création d'un théâtre régional à Mostaganem. (JO n°25)
- Création et délimitation du secteur sauvegardé du ksar de Tamacine. (JO n°26)
- Création et délimitation du secteur sauvegardé du village « Dachra El - Hamra ». (JO n°26)
- Création et délimitation du secteur sauvegardé de la vieille ville de Annaba. (JO n°26)
- Création et délimitation du secteur sauvegardé de la vieille ville de Béjaïa. (JO n°26)
- Réorganisation de l'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels. (JO n°33)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la culture. (JO n°34)
- Réorganisation du centre de diffusion cinématographique et changement de sa dénomination. (JO n°40)

- Fixation des conditions et modalités d'octroi et de retrait des autorisations et visas cinématographiques. (JO n°40)
- Fixation de la composition, les missions et le fonctionnement de la commission de visionnage des films. (JO n°40)
- Fixation des modalités de délivrance et de retrait de la carte professionnelle du cinéma. (JO n°40)
- Fixation de la liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère de la culture, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente. (JO n°41)
- Erigeant l'annexe de l'institut régional de formation musicale de Bouira en institut régional de formation musicale de Laghouat. (JO n°43)
- Réaménagement du statut de l'office national de la culture et de l'information. (JO n°49)
- Amendement des dispositions relatives à la création du centre national des manuscrits. (JO n°61)
- Amendement des dispositions relatives à la création de bibliothèques principales de lecture publique. (JO n°61)
- Fixation des droits d'entrée aux musées publics nationaux et aux centres d'interprétation à caractère muséal. (JO n°4)
- Création d'une annexe de la maison de la culture de la wilaya de Tlemcen. (JO n°33)
- Classification de l'office de la protection et de la promotion de la vallée du M'Zab et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO n°32)
- Création d'une annexe du centre national des manuscrits à Tlemcen. (JO n°17)
- Création à Biskra d'une annexe de l'institut régional de formation musicale de Batna . (JO n°17)
- Création à Jijel d'une annexe de l'institut régional de formation musicale de Bouira. (JO n°17)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé « Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques ». (JO n°19)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé «Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques ». (JO n°19)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-092 intitulé « Fonds national pour la promotion et le développement des arts et lettres ». (JO n°24)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-092 intitulé « Fonds national pour la promotion et le développement des arts et des lettres». (JO n°24)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-123 intitulé « Fonds national du patrimoine culturel ». (JO n°26)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-123 intitulé « Fonds national du patrimoine culturel ». (JO n°26)
- Fixation du montant des indemnités allouées aux membres des commissions permanentes spécialisées du centre national du livre. (JO n°49)
- Fixation du montant des indemnités allouées aux membres du conseil national des arts et des lettres. (JO n°49)
- Organisation interne du centre algérien du patrimoine culturel bâti en terre et de ses annexes. (JO n°38)

- Classification du centre national du livre et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO n°27)
- Placement en position d'activité auprès des établissements de formation sous-tutelle du ministère de la culture de certains corps spécifiques relevant du ministère de l'éducation nationale. (JO n°51)
- Création d'une annexe de la maison de la culture de la wilaya de Tizi Ouzou. (JO n°41)
- Création d'une annexe de la maison de la culture de la wilaya de Bordj Bou Arréridj. (JO n°41)
- Organisation interne du musée public national d'archéologie islamique de la ville de Tlemcen et de ses annexes. (JO n°51)
- Organisation interne du musée public national d'art et d'histoire de la ville de Tlemcen et de ses annexes. (JO n°51)
- Organisation interne du musée public national de la calligraphie islamique et de ses annexes. (JO n°51)
- Liste des marchés d'études et de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution. (JO n°24)
- Création d'une bibliothèque de lecture publique à la wilaya d'Adrar. (JO n°51)
- Création d'une bibliothèque de lecture publique à la wilaya de Laghouat. (JO n°51)
- Création de bibliothèques de lecture publique à la wilaya d'Oum El Bouaghi. (JO n°51)
- Création de bibliothèques de lecture publique à la wilaya de Tiaret. (JO n°51)
- Création de bibliothèques de lecture publique à la wilaya de Djelfa. (JO n°51)
- Création de bibliothèques de lecture publique à la wilaya de M'sila. (JO n°51)
- Création d'une bibliothèque de lecture publique à la wilaya de Saïda. (JO n°51)
- Création d'une bibliothèque de lecture publique à la wilaya d'El Oued. (JO n°51)
- Liste des appareils soumis à la redevance pour reprographie. (JO n°53)
- Remplacement d'un membre au conseil d'orientation de l'école supérieure des Beaux-arts. (JO n°19)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'orchestre symphonique national. (JO n°32)
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Tipaza. (JO n°32)
- Remplacement d'un membre au conseil d'administration du théâtre régional d'Oran. (JO n°49)
- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional de Sidi Bel Abbès. (JO n°49)
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel. (JO n°49)
- Remplacement d'un membre de la commission chargée de l'acquisition des biens culturels. (JO n°49)
- Remplacement de membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de la culture. (JO n°49)
- Classement de l'antique Rusguniae. (JO n°36)
- Classement de l'aqueduc de Hydra. (JO n°36)

- Classement des galeries algériennes. (JO n°36)
- Classement de la « Basilique de Notre Dame d'Afrique ». (JO n°36)
- Classement de « Chemora ». (JO n°36)
- Classement de « Bordj Mers Ed Debane El Djadid ». (JO n°36)
- Classement de « Djenane Raïs Hamidou ». (JO n°36)
- Classement de « l'ex-grand séminaire de Kouba ». (JO n°36)
- Classement du mausolée « Ghorfet Ouled Slama ». (JO n°36)
- Classement du site archéologique de « Aïn Sfa ». (JO n°36)
- Classement du site archéologique de « Aïn Torkia ». (JO n°36)
- Classement du site archéologique de « Taza ». (JO n°36)
- Classement du site archéologique de « Tihodaine ». (JO n°36)
- Classement du site archéologique de « Tin Ziren ». (JO n°36)
- Ouverture d'instance de classement de « la mosquée antique Béni Djelleb de Touggourt ». (JO n°46)
- Ouverture d'instance de classement du phare « Bordj l'Fnar ». (JO n°46)
- Ouverture d'instance de classement du site archéologique « Zemouri El Bahri ». (JO n°46)
- Ouverture d'instance de classement du site archéologique « d'Ath R'Houna ». (JO n°46)
- Ouverture d'instance de classement de « Villa Ben Merabet ». (JO n°46)
- Ouverture d'instance de classement de la villa « Brossette ». (JO n°46)
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de l'école régionale des beaux-arts de Tipaza. (JO n°33)
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation du centre algérien de la cinématographie. (JO n°33)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel. (JO n°33)
- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional de Souk Ahras. (JO n°33)
- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional d'El Eulma. (JO n°33)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya de Tlemcen. (JO n°33)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya de Tipaza. (JO n°33)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya de Mostaganem. (JO n°33)

- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya de Saïda. (JO n°33)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya de Sidi Bel Abbès. (JO n°33)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya de Tiaret. (JO n°50)
- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional de Tizi Ouzou. (JO n°50)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya de Biskra. (JO n°50)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque principale de lecture publique de la wilaya de M'sila. (JO n°50)
- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional de Saïda. (JO n°50)
- Institution du festival culturel national de la poésie « Melhoun ». (JO n°50)
- Fixation de la composition et fonctionnement du conseil artistique de l'orchestre symphonique national. (JO n°47)
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de l'école supérieure des Beaux-arts. (JO n°49)
- Remplacement de deux membres du conseil d'orientation de l'institut national de formation supérieure de musique. (JO n°49)
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel. (JO n°49)
- Remplacement d'un membre du conseil d'administration du théâtre régional de Mascara. (JO n°52)
- Organisation interne de l'office national des droits d'auteur et des droits voisins, de ses directions régionales et de ses délégations. (JO n°48)
- Remplacement d'un membre de la commission chargée de l'acquisition des biens culturels. (JO n°52)
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation du musée public national de Cherchell. (JO n°52)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation du musée public national de la calligraphie islamique. (JO n°52)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation du musée public national d'archéologie islamique de la ville de Tlemcen. (JO n°52)
- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'orientation du musée public national d'art et d'histoire de la ville de Tlemcen. (JO n°52)

AU TITRE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Il convient de signaler ce qui suit :

- Consécration du 22 octobre journée nationale de la presse. (JO n°27)

- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302-093 intitulé « Fonds de soutien aux organes de presse écrite audiovisuels et électroniques et aux actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication ». (JO n°20)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la communication en bureaux. (JO n°63)
- Institution de la commission sectorielle des marchés du ministère de la communication. (JO n°4)
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de la communication. (JO n°4)
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence « Algérie Presse Service » (A.P.S). (JO n°31)
- Remplacement d'un membre du conseil d'administration du centre international de presse. (JO n°31)

AU TITRE DU MINISTERE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Il convient de signaler ce qui suit :

- Création de deux (2) instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle. (JO n°21)
- Création d'un institut d'enseignement professionnel. (JO n°21)
- Transfert du siège de l'institut de formation et d'enseignement professionnels de Ouargla. (JO n°21)
- Création de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) et érigeant une annexe de centre de formation professionnelle et de l'apprentissage en centre de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA). (JO n°21)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la formation et de l'enseignement professionnels. (JO n°34)
- Fixation des dispositions relatives à la gratuité de communication des campagnes d'intérêt général engagées par les administrations de l'Etat, dans la presse écrite, à la radio et télévision. (JO n°43)
- Création de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) et érigeant des annexes de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage en centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA). (JO n°49)
- Fixation de la liste des travaux, activités et prestations pouvant être effectués par les établissements publics à caractère administratif relevant du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels en sus de leur mission principale et les modalités d'affectation des revenus y afférents. (JO n°4)

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS

Il convient de signaler ce qui suit :

- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des affaires religieuses et des wakfs. (JO n°13)
- Fixation des dispositions applicables aux personnels du culte mis à la disposition de la commission des wakfs pour l'encadrement de l'activité religieuse auprès de la mosquée de Paris. (JO n°24)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des affaires religieuses et des wakfs. (JO n°34)
- Création d'un institut national de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs. (JO n°41)
- Fixation du statut de la mosquée. (JO n°58)
- Placement en position d'activité auprès de l'école nationale de formation et de perfectionnement des cadres de l'administration des affaires religieuses et des wakfs et des instituts nationaux de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs, de certains corps spécifiques relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière. (JO n°61)
- Classification de l'institut national de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant. (JO n°54)

**AU TITRE DU MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA SECURITE SOCIALE**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs. (JO n°19)
- Fixation des conditions et les niveaux des aides accordées aux chômeurs-promoteurs âgés de trente (30) à cinquante (50) ans. (JO n°19)
- Amendement des dispositions relatives à l'aide à l'insertion professionnelle. (JO n°21)
- Fixation de l'assiette, le taux de cotisation et les prestations de sécurité sociale auxquels ouvrent droit le personnel navigant embarqué sur les navires et bateaux de pêche commerciale rémunéré à la part. (JO n°28)
- Fixation des conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs. (JO n°35)
- Fixation des conditions et les niveaux des aides accordées aux chômeurs promoteurs âgés de trente (30) à cinquante (50) ans. (JO n°35)
- Organisation de l'administration centrale du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale en bureaux. (JO n°24)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. (JO n°25)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale et des services déconcentrés de l'inspection générale du travail. (JO n°67)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO n°22)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO n°38)
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés. (JO n°65)
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale des retraites. (JO n°65)
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés. (JO n°65)
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés. (JO n°65)
- Fixation du modèle d'attestation d'activité d'insertion délivrée par l'employeur aux jeunes bénéficiaires du contrat de formation-insertion. (JO n°17)
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale d'assurance-chômage. (JO n°65)
- Octroi d'agrément d'un organisme privé de placement des travailleurs. (JO n°38)

- Retrait d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO n°21)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO n°21)
- Octroi d'agrément d'un organisme privé de placement des travailleurs. (JO n°38)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO n°38)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique. (JO n°35)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO n°35)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO n°31)
- Fixation du montant de la majoration de la pension de retraite pour conjoint à charge. (JO n°21)
- Nomination des membres du conseil d'administration du fonds national de péréquation des œuvres sociales. (JO n°44)
- Fixation de la liste des médicaments remboursables par la sécurité sociale. (JO n°26)
- Fixation des tarifs de référence servant de base au remboursement des médicaments et les modalités de leur mise en œuvre. (JO n°14)
- Fixation de la liste des médicaments analgésiques opioïdes morphiniques remboursables par la sécurité sociale. (JO n°2)
- Retrait d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO n°50)
- Retrait d'agrément d'un agent de contrôle de la sécurité sociale. (JO n°44)
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale. (JO n°44)
- Revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale. (JO n°33)

AU TITRE DU MINISTERE DES MOUDJAHIDINE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Liste des centres de repos des moudjahidine annexée au décret n° 88-176 du 20 septembre 1988 érigeant les centres de repos des moudjahidine en établissements publics à caractère administratif et créant d'autres centres. (JO n°12)
- Amendement des dispositions portant réaménagement du statut du centre national d'appareillage des invalides et des victimes de la révolution de libération nationale et des ayants droit. (JO n°39)
- Amendement des dispositions portant réaménagement du statut des centres de repos des moudjahidine. (JO n°39)
- Création d'une annexe au musée régional du Moudjahid de Médea à la wilaya de Tiaret. (JO n°47)
- Création à Mila d'une annexe du musée régional du moudjahid de Skikda. (JO n°30)
- Délégation de signature au directeur de l'informatique, du fichier et du contrôle. (JO n°11)

- Délégation de signature à des sous-directeurs.(JO n°11) **(4 arrêtés)**
- Création d'une annexe du centre de repos des moudjahidine de Hammam Serguine. (JO n°45)

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Il convient de signaler ce qui suit :

- Promulgation de la loi portant organisation et développement des activités physiques et sportives. (JO n°39)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports .(JO n°13)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports. (JO n°34)
- Fixation de la liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère de la jeunesse et des sports, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente. (JO N° 35)
- Création des classes « Sport - Etudes ». (JO n°28)
- Création d'un centre régional de regroupement et de préparation des talents et de l'élite sportive à la commune de Souidania (wilaya d'Alger). (JO n°28)
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-135 intitulé « Fonds de soutien public aux clubs professionnels de football ». (JO n°46)
- Fixation des attributions et la composition de la commission nationale et des comités de wilayas de coordination, de préparation, du suivi et de l'évaluation de la campagne des centres de vacances et de loisirs pour jeunes ainsi que leurs organisation et fonctionnement. (JO n°46)
- Fixation la constitution du dossier d'ouverture d'un centre de vacances et de loisirs pour jeunes. (JO n°47)

AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Création, organisation et fonctionnement des établissements hospitaliers d'ophtalmologie. (JO n°12)
- Fixation des modalités d'accomplissement du service civil pour les praticiens médicaux. (JO n°16)
- Création, missions, organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de la santé et de la population. (JO n°22)
- Création, organisation et fonctionnement de la pharmacie centrale des hôpitaux. (JO n°23)
- Fixation des dispositions applicables à l'indemnité de risque de contagion au profit des personnels des établissements publics relevant du secteur de la santé. (JO n°27)

- Fixation des dispositions applicables à l'indemnité de garde au profit des personnels des établissements publics de santé. (JO n°27)
- Création d'une agence nationale de gestion des réalisations et d'équipement des établissements de santé. (JO n°33)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant au corps des administrateurs des services de santé. (JO n°34)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps des psychologues de santé publique. (JO n°34)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps des paramédicaux de santé publique. (JO n°34)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps des auxiliaires médicaux en anesthésie-réanimation de santé publique. (JO n°34)
- Création, organisation et fonctionnement des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité. (JO n°43)
- Création, organisation et fonctionnement des établissements hospitaliers d'ophtalmologie. (JO n°63)
- Fixation des modalités d'organisation et les contenus des programmes de la formation spécialisée pour l'accès à certains grades des paramédicaux de santé publique. (JO n°15)
- Liste des spécialités pour le recrutement et la promotion dans les corps des biologistes de santé publique. (JO n°46)
- Fixation de la grille d'évaluation pour la promotion des professeurs d'enseignement paramédical au grade d'inspecteur pédagogique paramédical. (JO n°46)
- Fixation du nombre des postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et appariteurs au titre de l'institut national de santé publique. (JO n°28)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-096 intitulé « Fonds pour les urgences et les activités de soins médicaux ». (JO n°29)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du centre national de pharmacovigilance et de matériovigilance. (JO n°46)
- Fixation des modalités d'organisation, la durée ainsi que le contenu du programme de la formation spécialisée préalable à la promotion dans le grade d'administrateur des services de santé. (JO n°44)
- Création d'un comité interministériel de liaison pour la promotion de l'industrie pharmaceutique algérienne. (JO n°50)
- Fixation des modalités d'organisation et le contenu du programme de formation après intégration dans le grade d'auxiliaire médical en anesthésie-réanimation. (JO n°44)
- Fixation des modalités d'organisation et le contenu du programme de formation après intégration dans le grade de sage-femme. (JO n°44)
- Fixation des modalités d'organisation et le contenu des programmes de formation après intégration dans certains grades appartenant aux corps des paramédicaux de santé publique. (JO n°46)

- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-138 intitulé « Fonds de lutte contre le cancer ». (JO n°44)
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'école nationale de management et de l'administration de la santé. (JO n°40)
- Fixation du nombre de postes supérieurs au titre des corps des paramédicaux de santé publique. (JO n°40)
- Fixation du nombre de postes supérieurs au titre du corps des sages-femmes de santé publique. (JO n°40)
- Fixation du nombre de postes supérieurs au titre des corps des auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation de santé publique. (JO n°40)
- Fixation du nombre de postes supérieurs au titre des corps des biologistes de santé publique. (JO n°40)
- Fixation du nombre de postes supérieurs au titre du corps des praticiens médicaux spécialistes de santé publique. (JO n°41)
- Fixation du nombre de postes supérieurs au titre des corps des praticiens médicaux inspecteurs de santé publique. (JO n°41)
- Fixation du nombre de postes supérieurs au titre des praticiens médicaux généralistes de santé publique. (JO n°41)
- Fixation du nombre de postes supérieurs au titre des corps des psychologues de santé publique. (JO n°41)
- Fixation du nombre de postes supérieurs au titre du corps des physiciens médicaux de santé publique. (JO n°41)
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-138 intitulé « Fonds de lutte contre le cancer ». (JO n°44)
- Fixation des modalités de répartition du volume horaire hebdomadaire des professeurs d'enseignement paramédical. (JO n°5)
- Fixation de la liste des produits pharmaceutiques constituant le stock ORSEC. (JO n°50)
- Fixation de la liste des maladies rares et des pathologies à pronostic vital ainsi que les produits pharmaceutiques destinés à leur traitement. (JO n°50)
- Fixation de la liste des programmes nationaux de prévention et des plans nationaux de santé ainsi que les produits pharmaceutiques y afférents. (JO n°50)
- Fixation des modalités de prescription et de dispensation de l'ordonnance des médicaments contenant des substances classées comme stupéfiants. (JO n°67)

AU TITRE DU MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE , DE LA FAMILLE ET DE LA CONDITION DE LA FEMME

Il convient de signaler ce qui suit :

- Amendement des dispositions relatives au dispositif du micro-crédit. (JO n°25)
- Création d'un centre psycho-pédagogique pour enfants handicapés mentaux dans la commune de Tipaza, wilaya de Tipaza. (JO n°1)

- Fixation des attributions du ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO n°20)
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO n°20)
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO n°20)
- Fixation des conditions et modalités d'octroi de la carte de la personne âgée. (JO n°21)
- Création d'un centre psycho-pédagogique pour enfants handicapés mentaux à la commune de Tamalous, wilaya de Skikda. (JO n°23)
- Fixation des conditions et le niveau d'aide accordée aux bénéficiaires du micro-crédit. (JO n°25)
- Transformation des écoles pour enfants handicapés visuels en centres psycho-pédagogiques pour enfants handicapés mentaux. (JO n°28)
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la solidarité nationale. (JO n°34)
- Fixation des conditions et le niveau d'aide accordée aux bénéficiaires du micro crédit. (JO n°41)
- Création de centres psycho-pédagogiques pour enfants handicapés mentaux. (JO n°45)
- Création d'établissements pour enfants assistés. (JO n°54)
- Organisation interne des établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés. (JO n°48)
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la solidarité nationale, au titre des services déconcentrés et les établissements spécialisés du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme. (JO n°48)
- Placement en position d'activité auprès du ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, de certains corps spécifiques relevant de l'administration chargée de l'agriculture. (JO n°45)
- Organisation interne des établissements spécialisés et des structures d'accueil des personnes âgées. (JO n°44)
- Organisation interne des établissements pour enfants assistés. (JO n°31)
- Organisation interne des établissements spécialisés de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. (JO n°31)

Secteur de la codification et de l'information juridique.

Durant l'année 2013, le secteur de la codification et de l'information juridique a réalisé les travaux suivants:

1 / Base de données juridiques :

Etat quantitatif des textes traités: **1838**

Répartis comme suit :

- Lois : 8
 - Décrets présidentiels : 889
- Dont {
- 22 ratifications de conventions et accords internationaux,
 - 86 textes réglementaires.
 - 781 décisions individuelles,
-
- Décrets exécutifs : 348
 - Arrêtés interministériels : 223
 - Arrêtés ministériels : 347
 - Décisions, avis et règlements : 23

2 / Codification :

A) Travaux réalisés :

- Code des pensions militaires,
- Code des hydrocarbures.

B) Recueils de textes :

- Actualisation au 31 décembre 2013 du recueil des conventions et accords signés par l'Algérie depuis 1962.

CONCLUSION

Dans le cadre des missions et des attributions qui lui sont dévolues pour la mise en œuvre des réformes concrétisant les engagements du Président de la République, notamment, la consolidation de l'Etat de droit, la consolidation de la stabilité, la consécration de la démocratie, le renforcement de la concorde civile, la réconciliation nationale et l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale, le Secrétariat Général du Gouvernement veille aujourd'hui plus qu'auparavant, à renforcer son action en vue de l'adapter aux profondes mutations que connaît le pays dans les domaines de la pluralité politique, la libéralisation de l'économie et le réaménagement des structures socio-culturelles.

Devant toutes ces exigences, il convient de déployer davantage d'efforts pour renforcer les moyens humains et techniques du Secrétariat Général du Gouvernement à travers la modernisation et l'amélioration de son encadrement.

Ces efforts sont destinés à l'amélioration de ses capacités dans le traitement des données juridiques nécessaires à l'activité normative de l'Etat.